

Ville de Juvignac
997 les Allées de l'Europe
34990 Juvignac

Marché de fournitures

**Cahier des clauses
administratives
particulières**

Objet du marché ordinaire

Fournitures, mise en œuvre et maintenance de logiciels de gestion financière et de gestion des ressources humaines

Numéro de Marché :15-18

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
Fournitures, mise en œuvre et maintenance de logiciels de gestion financière et gestion des ressources humaines.

Article 2 – Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

Article 3 – Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le mémoire justificatif
- Le cahier des clauses administratives générales - TIC
- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes

Article 4 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations de maintenance sont rémunérées par un prix forfaitaire.

Article 5 – Modalités de variation du prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient C_n résultant de la formule suivante:

$$C_n = 0,200 + 0,800 (SYNTEC_n / SYNTEC_0)$$

L'indice SYNTEC correspond à : Indice de la Fédération SYNTEC (Ingénierie, des services Informatiques, des Etudes et du Conseil, de la Formation Professionnelle)

Organe ou support de publication : Fédération Syntec

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

Les prix sont révisés à chaque anniversaire de la date de notification du marché. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Clause butoir : la clause de sauvegarde suivante donne la possibilité contractuelle de résilier, par le Pouvoir Adjudicateur, sans indemnité la partie non exécutée des prestations dès que le nouveau prix dépassera 2 % du prix du marché initial de la maintenance pour la première année et ensuite 2% à chaque date anniversaire.

Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index ou de l'indice correspondant.

Périodicité de la révision

Les prix sont révisés à chaque anniversaire de la date de notification du marché. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Article 6 - Mois d'établissement des prix du marché

Le mois précédant la remise des offres

Article 7 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 8 – Durée du marché

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification.

Le titulaire définit lui-même les délais de livraison dans l'acte d'engagement.

Article 9 – Responsable(s) technique

La responsabilité technique du suivi des prestations incombe à :- Madame Béatrice DUVERGER - Responsable Informatique

Article 10 – Description des fournitures

La fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'un logiciel de gestion des ressources humaines, et des prestations associées.

La fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'un logiciel de gestion financière, et des prestations associées.

Article 11 – Emballage

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-TIC, les emballages sont conservés par le pouvoir adjudicateur.

Article 12 – Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

Article 13 – Modalités de livraison

Les fournitures doivent être livrées selon les modalités suivantes :
Maire de Juvignac

Article 14 – Documentation technique

Une documentation technique précisant la composition et les caractéristiques des fournitures ainsi que les procédures courantes de leur utilisation est fournie par le titulaire à la livraison de celles-ci. Les caractéristiques et les modalités de mise à disposition de la documentation technique sont les suivantes :

Voir CCTP

Article 15 – Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et de l'application informatique sont réalisées par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-TIC.

Article 16 – Opérations de vérifications

Les modalités de vérifications quantitatives et qualitatives sont exposées dans les documents techniques du marché.

La personne chargée des vérifications est :
Madame Beatrice DUVERGER Responsable du service informatique

Article 17 – Décisions après vérifications

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-TIC. La personne chargée des vérifications des prestations est : Madame Beatrice DUVERGER Responsable du service informatique.

Article 18 – Evolutions techniques

En cas d'évolution technologique, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Article 19 – Formation du personnel

Le titulaire assure la formation du personnel chargé d'entretenir et d'utiliser le matériel fourni.

Voir CCTP

Article 20 – Tierce Maintenance Applicative

Le présent marché comporte des prestations de tierce maintenance applicative (TMA) qui sont mises en œuvre sur les applications décrites dans les documents techniques.

Ces prestations de maintenance prennent effet à compter de l'admission des fournitures pour une durée de 48 mois.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de la réglementation en vigueur liée à l'utilisation des applications et à lui indiquer les éventuelles mises en conformités nécessaires. Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens serait en jeu, le titulaire prend les mesures conservatoires d'urgence qui s'imposent et en averti immédiatement le pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage aussi à laisser en fin d'exécution du marché les applications en état normal d'entretien et de fonctionnement.

En cours de marché, le nombre d'applications à entretenir pourra être modifié, en plus et en moins dans le cas de la suppression ou de l'installation d'un appareil ou d'un équipement.

Article 21 – Prestations de tierce maintenance applicative à vocation corrective

Il est fait application des dispositions du CCAG-TIC.

Voir CCTP

Article 22 – Prestations de tierce maintenance applicative à vocation évolutive

Voir CCTP

Article 23 – Tierce maintenance applicative à distance

Les prestations de tierce maintenance applicative effectuées à distance depuis les locaux du titulaire s'effectuent suivant les modalités suivantes :

Voir CCTP

Les plages horaires pendant lesquelles le titulaire peut effectuer les interventions par télémaintenance sont les suivantes : 8h30 - 12h et 13h30-17h30

Article 24 – Vérification des prestations de maintenance

Les modalités de vérifications quantitatives et qualitatives sont exposées dans les documents techniques du marché.

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées conformément à l'article 25 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 26 du CCAG-TIC, les opérations de vérification qualitative sont réalisées en une étape unique.

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-TIC.

Article 25 – Spécificités relatives aux logiciels

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser le ou les logiciels standards et la documentation y afférente pour les besoins découlant de l'objet du marché. Par dérogation à l'article 37.3.2 du CCAG-TIC le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés au marché n'ont pas la possibilité de sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats.

Le nombre d'utilisateurs du(des) logiciel(s) est de 45.

L'utilisation simultanée du(des) logiciel(s) sera possible pour 10 utilisateurs.

La licence du(des) logiciel(s) est octroyée pour la durée légale des droits d'auteurs.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure licencié(e) de l'ensemble des droits d'utilisation du ou des logiciels et les connaissances antérieures, qui sont nécessaires pour les besoins découlant de l'objet du marché.

Conformément à l'article L 122-6-1 du code de la propriété intellectuelle, le titulaire du marché se réserve le droit de corriger les erreurs.

Le pouvoir adjudicateur n'a pas accès au code source sauf pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité du logiciel dans le respect des conditions suivantes :

- 1° Ces actes sont accomplis par la personne ayant le droit d'utiliser un exemplaire du logiciel ou pour son compte par une personne habilitée à cette fin ;
- 2° Les informations nécessaires à l'interopérabilité n'ont pas déjà été rendues facilement et rapidement accessibles aux personnes mentionnées au 1° ci-dessus ;
- 3° Et ces actes sont limités aux parties du logiciel d'origine nécessaires à cette interopérabilité.

Les informations ainsi obtenues ne peuvent être :

- 1° Ni utilisées à des fins autres que la réalisation de l'interopérabilité du logiciel créé de façon indépendante ;

- 2° Ni communiquées à des tiers sauf si cela est nécessaire à l'interopérabilité du logiciel créé de façon indépendante ;
- 3° Ni utilisées pour la mise au point, la production ou la commercialisation d'un logiciel dont l'expression est substantiellement similaire ou pour tout autre acte portant atteinte au droit d'auteur.

Les codes-sources seront déposés ou consignés auprès d'un tiers indépendant (APP -Agence pour la protection des programmes, Notaire ...). Le titulaire indique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées du tiers indépendant. En l'absence de consignation, le titulaire fournira les codes-sources à la demande du pouvoir adjudicateur dans les conditions susmentionnées liées à l'interopérabilité du logiciel.

Article 26 – Configuration du système informatique du pouvoir adjudicateur

Le système d'information concerné par l'objet du marché a les caractéristiques suivantes :

Postes de travail :

Marque : DELL Optiplex 390

Système : Windows 7

Suite bureautique : Microsoft Office 2007 ou 2010

Messagerie : Microsoft Exchange 2010

Article 27 – Garantie des droits des logiciels standards

Les garanties des droits prévues à l'article 37.3.4 du CCAG-TIC s'appliquent au marché.

Article 28 – Assistance technique pour l'exploitation des résultats

Par dérogation à l'article 37.3.3 du CCAG-TIC, il n'est pas prévu d'assistance technique.

Article 29 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde. A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Elle mentionne aussi la décomposition des prix forfaitaires.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Etapas de paiement

Mise en œuvre logiciel RH :

La quotité du prix à régler à l'achèvement de cette étape est de 50% du montant du prix initial du marché.

Mise en œuvre logiciel finances :

La quotité du prix à régler à l'achèvement de cette étape est de 50% du montant du prix initial du marché.

Article 30 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 31 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 32 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

Article 33 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-TIC, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 34 – Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité indiquées à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Article 35 – Protection des données à caractère personnel

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux règles de protection des données à caractère personnel évoquées à l'article 5.2 du CCAG-TIC.

Article 36 – Garantie technique

Les dispositions des articles 30.1 à 30.6 du CCAG-TIC s'appliquent.

Article 37 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 38 – Pénalités de retard

Les pénalités journalières de retard sont prévues à l'article 14.1 du CCAG-TIC.

Article 39 – Règles générales d'application des pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 40 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire du marché qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation du marché. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans la dite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 10 % du montant initial du marché, sans pouvoir excéder 225000 euros (45000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375000 euros (75000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 41 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 40.2 du CCAG-TIC, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 42 – Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire lorsque l'indisponibilité du matériel entretenu est constatée pendant trente jours consécutifs.

Le présent document ne déroge pas au CCAG-TIC en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

Article 43 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Montpellier est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 44 – Dérogations

L'article 11 - Emballage déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-TIC.

L'article déroge à l'article 26 du CCAG-TIC.

L'article 25 - Spécificités relatives aux logiciels déroge à l'article 37.1 alinea 2 du CCAG-TIC.

L'article 29 - modalités de paiement déroge à l'article 11.6.1 du CCAG-TIC.

L'article 41 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 40.2 du CCAG-TIC.

Signature du candidat :